Contribution à la critique de la théorie du capitalisme monopoliste d'État

Introduction: Les différents niveaux de l'analyse du capital

Lorsqu'on essaie de définir le rôle de l'Etat dans le capitalisme de notre époque, on distingue deux points de vue dans le débat marxiste. La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat essaie de tirer des contradictions croissantes et de la situation de crise de la production capitaliste (accroissement de la dépendance des divers secteurs de la production les uns par rapport aux autres—le marché demeurant un régulateur de la production—, rôle croissant de l'infrastructure nécessaire à la production, etc.) la nécessité d'une régulation de l'ensemble de la société et de justifier l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie par cette nécessité.

A partir du matériel empirique très volumineux qui a été rassemblé à l'appui de cette thèse, il est toutefois impossible de répondre aux questions que l'on doit se poser au préalable : pourquoi l'Etat doit assumer certaines fonctions et jusqu'à quel point ? qu'est-ce qui, étant donné son rôle objectif dans le procès de production capitaliste et ses structures propres, le prédispose à remplir certaines fonctions dans le procès de reproduction du capital et quels sont les moyens dont il peut disposer ? C'est pourquoi la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat ne réussit pas non plus à montrer les conditions et les limites de cette intervention de l'Etat, ni à donner des indications sur les tendances de l'évolution de cet interventionnisme.

A l'opposé de cette démarche — que l'on peut qualifier d'historico-phénoménologique, même si elle est assortie de lieux communs à résonance marxiste tels que l'« accentuation de la contradiction forces productivesrapports de production » — se situe la tentative de déduire de la forme spécifique de l'Etat bourgeois et de sa fonction dans la société capitaliste les tâches générales de celui-ci dans le maintien du mode de production capitaliste, pour étudier à partir de là l'aspect historique concret de l'Etat et ses fonctions. Cette démarche doit permettre de faire la distinction entre les tendances générales d'évolution du rôle de l'Etat dans le capitalisme et les particularités que présentent ces tendances à diverses époques et dans divers pays capitalistes. Bien que cette approche soit juste du point de vue de la méthode, elle n'a guère produit jusqu'ici que la catégorie « conditions générales de production », suivie d'une énumération des tâches de l'Etat qui, d'une manière ou d'une autre, se rangent sous la catégorie susdite.

Dans la deuxième partie de mon exposé, j'aimerais formuler quelques questions qui, je pense, peuvent nous mener plus loin dans cette voie. Je vais d'abord essayer d'expliquer pourquoi la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat me semble insuffisante pour déterminer les possibilités et les limites de l'intervention de l'Etat.

Les réflexions qui vont suivre seront souvent de nature métathéorique, car d'une part il faut définir clairement les concepts que nous utilisons avant d'entrer dans la discussion, donc tenter de contribuer à cet éclaircissement des concepts; d'autre part, c'est l'objet même de notre étude qui l'exige : la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat n'est pas un bloc monolithique. Dans les nombreux écrits qui y sont consacrés, on trouve des affirmations totalement contradictoires : si vous vous référez à tel texte, on vous en opposera un autre. Cela tient non seulement à la vivacité du débat scientifique, mais aussi à ce que les évaluations les plus diverses peuvent apparemment être faites à partir des prémisses de cette théorie. Il s'avère donc nécessaire de commencer par se poser des questions non pas sur les explications historiques concrètes fournies par la théorie, mais sur ses prémisses théoriques, afin de connaître les raisons de telles divergences. Par exemple, Lénine explique le blocage des forces productives et l'inévitabilité des guerres par la tendance des monopoles à la décomposition et à la violence, alors que la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat tire aujourd'hui des mêmes tendances le progrès technique et la coexistence pacifique. Il est donc nécessaire de se demander quelle est la validité de telles analyses des tendances'.

i١

La thèse fondamentale sur laquelle repose cette théorie est que le capitalisme monopoliste d'Etat représente une nouvelle phase du développement du capitalisme dont il convient d'élaborer à nouveau les aspects essentiels, même si c'est à partir de la théorie léniniste de l'impérialisme. Or, si une théorie marxiste — et la théorie du capitalisme monopoliste se comprend comme telle — veut rendre compte des aspects spécifiques d'une « nouvelle phase » de développement du capitalisme, elle doit pouvoir expliquer sous quelle forme les caractères généraux du capital tels que Marx les a définis dans Le Capital apparaissent aujourd'hui. En d'autres termes, il faut distinguer d'une part ces caractères généraux, d'autre part la forme sous laquelle ils apparaissent à un moment donné dans des circonstances données.

Ces conditions générales, en tant que conditions de la reproduction du capital, sont d'abord qualitatives.

Reproduction du capital signifie reproduction des éléments matériels qui entrent dans la production, c'està-dire reproduction du capital constant, reproduction des conditions de subsistance de la classe ouvrière et reproduction de la plus-value sous forme matérielle, pouvant être rendue utilisable pour l'accumulation. Ces conditions de reproduction apparaissent toutefois comme purement quantitatives. Etant donné que le capital ne peut se référer à lui-même qu'en tant que valeur, c'est-à-dire en tant que quantité, il ne peut également rapporter son propre produit qu'en tant que valeur à la valeur existant auparavant, c'est-à-dire en tant que profit au capital avancé.

De la prétention du capital à une valorisation égale découle *logiquement* la catégorie de profit moyen. A chaque capital — considéré comme quantité — doit revenir, en rapport avec l'ensemble de la reproduction, une part de la richesse sociale égale en pourcentage : « [...] chaque capitaliste considère par rapport à la classe des capita-

^{1.} Lors de discussions, d'aucuns m'ont objecté que Lénine luimême avait déjà parlé des deux tendances. Or, si une théorie est formulée d'une manière telle que ses conclusions « s'appliquent » « non seulement — mais aussi », de façon non contradictoire et sans problème, à tous les phénomènes historiques, il est permis de douter de sa validité pour des analyses concrètes : en dernière analyse, la catégorie marxienne de la contradiction se réduit ainsi à un simple « d'une part — d'autre part » pluraliste.

listes son *capital* comme source d'un profit aussi grand que celui que rapporte tout autre capital de même importance² ».

L'aspect quantitatif de la valeur et les présupposés qualitatifs de sa reproduction sont médiatisés par la concurrence dans laquelle se révèle pour chaque capital si ce qu'il a produit d'un point de vue quantitatif, conforme à lui-même, correspond également aux exigences qualitatives d'utilité pour la société. La concurrence ne fait qu'exprimer ce qui est contenu dans le concept même de capital : d'une part — en tant que valeur — le capital est indiffèrent à la valeur d'usage des marchandises produites par lui : d'autre part — en tant que producteur de biens concrets — il doit être renvoyé par la force et de l'extérieur aux apports matériels de la production et de la reproduction de la société dans son ensemble. La reproduction matérielle, la valorisation tendanciellement égale des capitaux individuels et la concurrence en tant que médiation entre les deux exigences sont donc, logiquement, des formes résultant de la reproduction du capital social, sur le plan général.

Sur un second plan, on peut maintenant étudier comment les caractéristiques inhérentes au concept de capital apparaissent dans des conditions concrètes diverses. Comme on le sait. Marx ne l'a pas fait : on ne trouve dans son œuvre que quelques alsusions éparses à la manière dont les caractéristiques logiquement mises à jour par lui apparaissent concrètement et aux formes qui peuvent se constituer. C'est là qu'intervient le concept central de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, le concept de monopole : en tant que forme spécifique de la concurrence, en tant que forme dans laquelle les capitaux individuels eux-mêmes tentent de rester à l'écart du procès général de péréquation du taux de profit. Ce procès est toutefois le présupposé logique de ce comportement : s'il n'y avait pas une tendance nécessaire à la péréquation des taux de profit, les capitalistes n'auraient pas besoin de faire tant d'efforts pour s'en dégager. La distinction entre « libre » concurrence et monopole étant établie sur ce plan-là — en tant que désignation des conditions différentes dans lesquelles s'effectue la péréquation du taux de profit —, elle n'a plus de signification sur le plan qualitatif, mais seulement en tant que distinction graduelle, car le taux de profit ne peut jamais en fait s'imposer « sans entrave ». Reste à savoir quels moyens un capitaliste individuel peut mobiliser pour y faire obstacle; reste à savoir également si avec de tels moyens il subit effectivement lui-même les effets de la baisse du taux de profit.

11

J'en viens au troisième plan, qui doit à nouveau être distingué de celui de la « réalisation » des déterminations générales du capital : le plan des actions effectives des individus en tant que sujets. Le capitaliste en tant que « capital doué de volonté et de conscience » semble à première vue un sujet ayant une volonté libre. Dans les actes des sujets libres, on retrouve les exigences objectives de la valorisation du capital. Afin que le capitaliste puisse s'affubler du masque du capital conformément à sa détermination, avoir la liberté de décision, il doit pouvoir décider en fonction des conditions diverses de la concurrence.

Cela vaut également pour l'ouvrier en tant que masque du « travail salarié libre ». La « liberté du sujet » est ainsi une composante nécessaire de la reproduction du capital.

Or, l'analyse de la société capitaliste ne peut partir que de ce mouvement apparent — le seul visible —, elle a pour tâche de trouver dans les actes des sujets le mouvement réel. La véritable difficulté de l'analyse historique concrète commence quand il faut tenter de déchiffrer, à partir des phénomènes réels qui apparaissent, le « développement objectif » du rapport capitaliste qui se trouve derrière ceux-là. Cependant, ce n'est qu'en maintenant la distinction entre l'apparence et la réalité qu'apparaît qu'on peut aller, dans l'analyse des procès réels, au-delà d'une simple énumération des phénomènes.

Mon hypothèse est donc que dans la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat la distinction entre les caractéristiques générales du capital et les formes concrètes de sa réalisation et de son apparition a disparu. La théorie s'est ainsi rendue incapable de faire plus que de relever empiriquement tous les phénomènes et de les ordonner ensuite par catégorie marxiste sur le plan le plus général. Cela entraîne une tautologisation de la théorie marxiste qui doit expliquer tout ce qui existe comme nécessairement déductible du concept, mais comporte le risque d'élever les phénomènes qui apparaissent à certains moments à des caractéristiques d'étapes générales.

^{2.} K. MARX, Theorien über den Mehrwert, t. II, p. 63, Marx-Engels Werke, XXVI, 2.

I. Théorèmes centraux de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat

La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat part de deux théorèmes centraux :

- Le capitalisme ne se développe plus conformément à son ancienne logique, c'est un capitalisme moribond, pourrissant, un capitalisme qui a atteint la dernière forme qu'il pouvait prendre et qui doit donc bientôt « céder la place ». M. Katzenstein l'a formulé d'une autre manière : le capitalisme « se trouve au stade de sa relève [...] les rapports capitalistes deviennent directement et immédiatement un obstacle au développement des forces productives.
- Le « rôle croissant de l'Etat » que l'on observe actuellement en est un signe, c'est-à-dire que les interventions de l'Etat expriment le fait que le capitalisme doit admettre la présence d'éléments étrangers, à savoir les fonctions économiques de l'Etat : « l'Etat s'immisce dans la répartition du revenu national réalisée par le mécanisme interne du capitalisme ». L'Etat doit intervenir parce que « les rapports capitalistes s'avèrent un obstacle absolu au développement des forces productives ».

Je voudrais opposer à ces théorèmes deux thèses :

1. Logiquement, à partir du concept de capital, il n'y a pas de limite absolue du capitalisme, il n'y a pas de point où l'on peut dire que le capitalisme ne peut plus se développer. La « limite objective du capital » est le capital lui-même en tant que domination du travail mort sur le travail vivant. Mais c'est une affirmation qui a toujours une valeur abstraite : cette limite ne peut devenir concrète que dans l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Tant que cette action révolutionnaire n'a pas lieu, le capitalisme continue à se développer, même si les formes de son évolution se modifient. Si l'on veut trouver une autre limite historique du capital, on tombe forcément dans la contradiction dans laquelle se trouve aussi la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat : d'une part devoir constater le caractère suranné du capital, d'autre part remarquer que la classe ouvrière ne le réalise pas suffisamment à l'heure actuelle. La théorie se trouve ainsi obligée d'introduire un deus ex machina qui empêche le dépassement réellement nécessaire et possible des rapports capitalistes. En revanche, si l'on comprend la conscience de la classe ouvrière comme celle-ci le fait elle-même en tant que partie intégrante des rapports de production, on en vient à la nécessité d'étudier toujours les conditions concrètes du renversement du capitalisme, au lieu de se référer au postulat de « caractère objectivement suranné ».

2. Les fonctions économiques de l'Etat ne sont pas des éléments « étrangers » au capitalisme, mais, dans des conditions historiques déterminées, des formes nécessaires de la réalisation des rapports capitalistes, qui donc en font partie. Considérer que les fonctions de l'Etat se trouvent quelque part « à l'extérieur » du procès « véritable » de mise en valeur du capital signifie que l'on comprend l'Etat en tant qu'organisation de domination politique séparée de l'« économie ». Mais l'Etat en tant qu'Etat bourgeois est partie intégrante des rapports de production capitalistes, c'est la seule raison pour laquelle il peut aussi « intervenir » sur le plan économique. Cette forme de l'Etat et les rapports qui en découlent avec l'économie doivent donc d'abord être bien mis en lumière avant que l'on puisse analyser des formes d'apparition historique concrètes de l'intervention de l'Etat.

Sur le point 1, la thèse selon laquelle le capital se trouverait à son stade ultime et qu'il ne pourrait plus se maintenir à la barre que par la violence extra-économique — « le système ne peut plus s'appuyer que sur la violence politique et exige donc l'action politique pour le vaincre » — nous renvoie à l'analyse léniniste de l'impérialisme. Etant donné que la structure fondamentale de l'argumentation, basée sur le concept de monopole, n'a pas changé depuis Lénine — même si les conclusions qu'on en tire sont différentes aujourd'hui —, les développements qui vont suivre s'appuient sur son analyse.

^{3.} Peter Hess, « Der Kapitalismus und das Problem gesellschaftlichen Fortschritts » (Le capitalisme et le problème du progrès social), Wirtschaftswissenschaft, n° 6, 1967, p. 999.

^{4.} Pour prévenir un malentendu : il ne s'agit pas ici de faire une présentation et interprétation complètes de la théorie de Lénine relative à l'impérialisme, mais de mettre en évidence quelques points sur lesquels s'appuie — à tort ou à raison — la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat.

Lénine détermine l'impérialisme en tant que phase du capitalisme par les caractéristiques suivantes :

« 1) Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création [...] d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux [...] prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.'

Le monopole est une conséquence et une forme de concentration du capital, le rassemblement de grandes masses de capitaux entre les mains d'un petit nombre de capitalistes qui ont ainsi la possibilité de dominer le marché et de dicter leurs prix.

2. « C'est maintenant une vérité d'évidence pour l'opinion publique que d'importants secteurs de la vie économique échappent, en règle générale, à la libre concurrence. » « Il n'est pas rare de voir les cartels et les trusts détenir 7 ou 8 dixièmes de la production totale d'une branche d'industrie [...]. Le monopole ainsi créé assure des bénéfices énormes [...]'. » « C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire'. » « Les rapports de domination et la violence qu'ils comportent, voilà ce qui est typique de la phase la plus récente du développement du capitalisme'. » « [...] le monopole créé dans certaines industries augmente et aggrave le chaos inhérent à l'ensemble de la production capitaliste¹⁰ ».

Deux caractéristiques du monopole peuvent être dégagées de cette analyse : a) le monopole est compris comme le contraire de la libre concurrence, même s'il ne la supprime pas ; b) le monopole est défini comme un rapport de domination, qui permet de supprimer partiellement l'action aveugle de la loi de la valeur.

5. V. Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du cavitalisme, Œuvres choisies, éd. en langue étrangère, Moscou, t. I, p. 863.

a) Le monopole en tant que catégorie économique

Dans le livre 3 du Capital, le monopole apparaît toujours comme une exception à la réalisation des « formes pures » à travers lesquelles s'applique la loi de la valeur, toujours selon le présupposé fait par Marx pour son analyse dans Le Capital: « D'ailleurs nous supposons toujours, dans cet examen général, que les rapports économiques réels correspondent bien à leur concept". » Or, cette forme pure dans laquelle s'impose la loi de la valeur est effectivement la « libre concurrence » en tant que concept faisant abstraction de tous les obstacles qui pourraient empêcher la formation du taux de profit moyen. En d'autres termes, pour montrer ce que signifie en général « concurrence », c'est-à-dire comment, dans l'hypothèse où existent de nombreux capitaux, ceux-ci réalisent dans leur mouvement la reproduction globale du capital, Marx doit partir de l'hypothèse qu'en fait ces capitaux peuvent se mouvoir « librement » les uns par rapport aux autres. La « libre concurrence » est donc une abstraction, la forme pure du mouvement des capitaux. Mais, en général, le concept de concurrence désigne ce mouvement lui-même, à savoir l'obligation pour le capital de se mettre en valeur, sa dépendance par rapport au système global de la reproduction et la forme sous laquelle chaque capital se réfère

^{6.} *Ibid.*, p. 798.

^{7.} *Ibid.*, p. 799. 8. *Ibid.*, p. 802.

^{9.} *Ibid.*, p. 803.

^{10.} *Ibid.*, p. 804.

^{11.} K. Marx, Le Capital, Ed. Sociales, liv. 3, t. VI, p. 160. La controverse avec la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat doit partir de la question suivante : qu'entend Marx ici par « rapports réels »? Est-ce la situation historique réelle du « capitalisme de concurrence » et correspondent-ils aux concepts de la « libre concurrence » (si bien que le capitalisme monopoliste ne correspond plus au « concept » de capital); ou bien est-ce la nature interne « réelle » du capital qu'il s'agit d'abord d'exposer de manière générale avant de pouvoir analyser les particularités historiques ?

à ce rapport global. Mais, en essayant de tirer le plus possible pour lui-même, il se trouve limité par les autres capitaux.

La concurrence signifie donc d'une part la *forme* sous laquelle les capitaux individuels agissent les uns sur les autres, mais en même temps la formation du taux de profit moyen suppose que ces capitaux agissent effectivement « librement ». A l'intérieur de ce processus, il y a toujours des monopoles « forfaits », à savoir le monopole « qui naît, pour l'acheteur ou le vendeur, de la conjoncture occasionnelle de l'offre et de la demande¹¹ ».

Le concept de « libre concurrence » désigne donc une forme spécifique de cette interaction, celle sous laquelle le profit réalisé par chaque capital est effectivement le profit moyen. Or, la formation du taux de profit moyen n'est qu'une tendance dont la manifestation ne peut véritablement apparaître que dans la représentation pure donc en faisant abstraction d'éventuels développements anormaux. Mais cette tendance ressort déjà du concept de capital en tant que valeur se valorisant elle-même et non pas seulement de la concurrence en tant que nature du capital tourné vers l'extérieur. Car le capital en tant que valeur ne peut être saisi que quantitativement : le rapport du capital à lui-même en tant que valeur a pour conséquence que chaque capital prétend se valoriser au moins aussi bien que toute autre partie de la valeur sociale. Ce qui se modifie historiquement, ce sont les formes dans lesquelles chaque capital tente d'atteindre le profit moven, ou d'éviter que son profit ne soit réduit au profit moven : subjectivement, la tendance à une valorisation égale se manifeste toujours par la tentative de faire davantage de profit que les autres.

Le monopole est *une* forme de cette tentative, un *aspect de la concurrence*, et ne peut s'expliquer que par la concurrence.

L'affirmation selon laquelle le monopole constitue la relève de la « libre concurrence », qu'il est en contradiction avec elle, est pour le moins ambiguë; elle implique que la « libre concurrence » n'est pas une abstraction logique, mais une véritable phase historique du développement du capitalisme, que par conséquent Marx dans le livre 3 n'a pas dégagé les caractéristiques générales du capital en tant que capital, mais a analysé concrètement

12. Ibid., p. 194.

une phase du capitalisme, de sorte que cette analyse doit être maintenant complétée par de nouvelles caractéristiques sur le plan général.

Si l'on met sur le même plan la concurrence-expression de la loi de la valeur et la concurrence-modes d'actions réels des capitalistes individuels sur le marché et qu'on confond de plus la forme idéale d'application de la loi de la valeur avec une *phase* du capitalisme, le monopole se trouve alors effectivement « à côté et en dehors » de la libre concurrence. On peut alors affirmer comme Lénine : « Propriété privée fondée sur le travail des petits producteurs, libre concurrence, démocratie [...] sont depuis longtemps dépassés¹⁵. »

b) Le monopole en tant que rapport de domination

Lénine fonde la « transformation de la concurrence en monopole" » sur le fait que le nombre des grandes entreprises augmente; et qu'il « peu[t] aisément s'étendre" ». La suppression de la concurrence est ainsi conçue comme dépendant de la volonté des sujets et non comme une forme d'application de la loi de la valeur. Le monopole apparaît comme le résultat d'une organisation consciente de la production — bien que dans l'intérêt privé. Derrière cette conception se cache apparemment l'idée que la raison du « déchaînement aveugle de la loi de la valeur » réside non pas dans la domination de la valeur d'échange sur la valeur d'usage, mais dans le fait que, avec la production éclatée de petits capitalistes, il n'est pas possible d'avoir une vue d'ensemble du « marché ». Le fondement essentiel des crises du capitalisme est donc l'« anarchie du marché »; d'après Lénine, « les crises proviennent donc, et contrairement à Marx, non pas de la baisse tendancielle du taux de profit [...] mais de l'anarchie de la production" » : « Il faut partir du fait que Lénine, dans son analyse de l'impérialisme, considère le monopole et le capital financier comme un signe du caractère suranné du capitalisme et comme la base du passage à une nouvelle formation sociale, puisqu'il croit voir dans ces for-

^{13.} V. Lénine, L'Impérialisme..., op. cit., p. 787.

^{14.} *Ibid.*, p. 793.

^{15.} Ibid.

^{16.} Christel Neusiiss, Imperialismus und Weltmarktbewegung des Kapitals, Erlangen, 1972, p. 88.

mes du capital des moments décisifs de la suppression du caractère anarchique de la production et de la circulation des marchandises". »

Comment Lénine en arrive-t-il à considérer ainsi l'évolution capitaliste ?

Dans sa polémique avec les narodniks, Lénine veut prouver que « le phénomène des crises de surproduction ne doit pas être déduit de la difficulté de la réalisation, mais de l'absence de la planification du système économique capitaliste¹⁸ ». Il se sert à cet égard des schémas de la reproduction. Mais il confond les conditions d'équilibre abstraites qui y sont développées avec une représentation du procès réel de réalisation, réduisant ainsi le problème des crises du capitalisme à l'inégalité de développement en tant que disproportionnalité entre diverses branches capitalistes. Cette inégalité comprend aussi la nécessité de limiter la consommation des masses, qui devient ainsi cas parmi d'autres de la disproportionnalité. Etant donné que Lénine conçoit les schémas de la reproduction comme la « preuve » de la possibilité d'une évolution proportionnelle du capitalisme, la raison de l'évolution disproportionnelle dans la réalité réside pour lui dans le fait que les capitaux individuels sont organisés isolément les uns des autres, qu'ils sont incapables d'avoir une vue d'ensemble du marché et que leur intérêt « privé » est de réaliser le profit le plus élevé possible.

Ainsi, la limite du capital ne réside pas dans le fait que le capital est constamment obligé d'augmenter la force productive du travail pour se valoriser, alors qu'il est limité par la consommation sociale, mais dans l'anarchie du marché. En fait, cette anarchie du marché n'est pas la cause des crises du capitalisme, mais seulement leur expression; la cause réside dans les limites que le capital se fixe lui-même en tant que valeur se valorisant : « Etant donné que le but du capital n'est pas la satisfaction des besoins mais la réalisation des profits, étant donné également que ce but ne peut être atteint que par des méthodes que la masse de production établit selon l'échelle de la production et non l'inverse, il doit constamment y avoir contradiction entre les dimensions limitées de la consom-

mation sur une base capitaliste et une production qui vise en permanence à dépasser ses limites immanentes¹⁹. »

Chez Lénine, l'« intérêt » du capital individuel pour le profit n'apparaît plus comme l'expression de cet effort en vue de dépasser les limites immanentes du capital, mais seulement comme un mobile individuel, car la concurrence entre les capitaux individuels apparaît seulement comme le résultat de leur séparation extérieure, non plus comme l'expression de la nature intrinsèque du capital qui est de créer plus de valeur à partir d'une valeur. L'anarchie du marché étant l'expression de l'éclatement de la production, elle est forcément dépassée tendanciellement lorsque les capitaux individuels peuvent connaître de plus grandes parties du marché. C'est là que la catégorie « domination des monopoles » prend toute son importance. Lénine écrit : « Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements. l'acheminement [...] des matières premières [...], le transport de ces matières [...], le traitement des matières premières [...] et la répartition de ces produits [...] d'après un plan unique [...], alors il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production [...], que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination²⁰. » Cette enveloppe n'est cependant pas la loi de la valeur mais la « production privée », c'est-à-dire les parties encore « privées » d'une production déjà sociale. La contradiction principale devient ainsi la contradiction entre production sociale et appropriation privée : « Quant au contenu, cette répartition des moyens de production n'a rien de "général", elle est privée, c'est-à-dire conforme aux intérêts du grand capital — et en premier chef du plus grand capital, le capital monopoliste — qui opère dans des conditions telles que la masse de la population peut à peine subvenir à ses besoins²¹. »

La forme d'apparition — un nombre de plus en plus restreint de personnes possède toujours davantage — de-

^{17.} Ibid., p. 90 et s. 18. Roman Rosdolsky, Zur Entstehungsgeschichte des marxschen «Kapital» (Histoire de la genèse du «Capital»), t. II, Francfort, 1968, p. 557. A paraître chez Maspero.

^{19.} K. Marx, Theorien über den Mehrwert, M.E.W., t. XXVI, 2, p. 285.

^{20.} V. Lénine, L'Impérialisme..., op. cit., p. 901.

^{21.} Ibid., p. 813.

vient le contenu de l'expression actuelle du capitalisme; les crimes de l'impérialisme deviennent le résultat de la malice des individus qui dominent la production. Le concept de « propriété privée » n'est plus l'expression subjective de l'inversion du but de la production, mais un élément constitutif du rapport capitaliste. Ce n'est pas le règne capital — même par l'intermédiaire des monopoles dans le cadre de la concurrence —, mais le règne des monopoles.

Dans cette subjectivisation du concept de capital, il n'y a plus de différence entre la liberté de décision à ce sujet, qui est aussi réelle dans des limites données, et la possibilité pour le sujet d'atteindre effectivement ses buts au moyen de ces décisions. Si ce n'est plus le règne du capital mais celui des monopoles, donc implicitement des monopolistes, la contradiction immanente à la liberté de décision entre les nécessités de la reproduction — comme nous l'avons développé plus haut — et l'intérêt individuel à la maximation du profit disparaît. On doit alors, de façon extérieure, ajouter à ces monopoles la contradiction générale et vide de tout contenu - entre forces productives et rapports de production ou contradiction entre monopoles et peuple. Elle ne provient donc plus du capital lui-même — en tant que contradiction conceptuelle entre travail mort et travail vivant -, mais seulement de « tendances générales de la société ».

Cela devient clair à la lumière de la thèse largement répandue dans la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat selon laquelle une oligarchie financière domine tout le reste du peuple. La base de domination de ce petit groupe est le capital porteur d'intérêt, c'est-à-dire la « dernière » forme possible du capital développée par Marx². La transformation de la masse de la population en salariés qui se produit alors offrirait la possibilité de renverser le capitalisme, ce qui serait facilité par le fait que dans les fonctions économiques concentrées dans l'appareil d'Etat seraient contenues des formes embryonnaires de planification sociale qu'il conviendrait d'exploiter dans l'intérêt de la classe ouvrière. Or, le capital porteur d'intérêt est certes « logiquement » la dernière forme possible du capital — en tant que forme la plus élevée de l'abstraction de la base réelle de la richesse, la force productive du travail : « L'intérêt, en soi, exprime justement l'existence capitaliste des conditions de travail, dans leur opposition sociale au travail et dans leur transformation en pouvoir impersonnel face au travail et sur le travail. Il représente la simple possession de capital comme le moyen de s'approprier des produits du travail d'autrui. Mais il représente ce caractère du capital comme quelque chose qui lui revient en dehors du procès de production et qui n'est nullement le résultat de la détermination spécifiquement capitaliste de ce procès de production lui-même. L'intérêt ne montre pas le capital en opposition directe avec le travail, mais, au contraire, sans rapport avec lui²³. »

Mais que le capital constitue cette forme la plus élevée de la valeur abstraite, c'est-à-dire la séparation la plus nette entre le mouvement de la valeur et la valeur d'usage, ne dit rien *a priori* sur le moment historique où les crises produites par suite de cette séparation mènent à l'expropriation des expropriateurs.

Car il n'est nullement question qu'avec le développement de la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange, avec le détachement du mouvement de la valeur de sa base, la conscience de cette contradiction augmente nécessairement. Au contraire, plus il y a de formes du capital qui s'ajoutent à sa forme originelle logique à travers le procès direct de production, plus se trouve voilée aux acteurs la base réelle de production de la richesse sociale. Cela se trouve illustré de façon exemplaire par Marx lorsqu'il montre les effets sur la conscience des producteurs que provoque la séparation entre la propriété du capital et le pouvoir d'en disposer : sous sa dernière forme, en tant que capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste produit l'apparence de séparation entre le procès de travail qui se déroule sur une base technique, rationnelle, et les « intérêts grâce à la valorisation du capital » par une poignée de puissants capitalistes ; en même temps, tous ceux qui perçoivent un revenu au titre de leur activité dans ce procès de travail apparaissent sur un pied d'égalité comme percepteurs de revenu²⁴. Il

^{22.} Cf. K. MARX, Le Capital, Ed. sociales, 1. 3, t. VI, p. 284 et s.

^{23.} Ibid., l. 3, t. VII, p. 47.

^{24. «} Mais, séparé du capital, le procès de production est le procès de travail en général. A la différence du propriétaire de capital, le capitaliste industriel ne s'identifie donc pas au capital en fonction, mais il apparaît, même abstraction faite du capital, comme le fonctionnaire, le simple support du procès de travail en général, le travailleur, bien plus, le salarié. » (*Ibid.*, 1. 3, t. VII, p. 47.)

apparaît alors qu'il ne s'agit plus que de se débarrasser de cette poignée de capitalistes financiers pour rétablir le procès de travail dans sa forme technique rationnelle. En concevant le monopole comme un rapport de domination, la théorie du C.M.E. reproduit cette dernière forme de mystification du capital présentée par Marx³. En réalité, cela ne fait que montrer que le capital devient de facto une puissance anonyme qui ne se réduit plus à des personnes, puisque le capitaliste qui remplit sa fonction devient lui-même salarié du propriétaire du capital. Mais, pour le capital en tant que valeur se valorisant elle-même, la forme la plus adéquate est celle dans laquelle ce ne sont plus en fait des personnes qui représentent « le capital », mais la totalité des rapports sociaux qui se reproduisent sur la base de la domination de la valeur sur la valeur d'usage. C'est donc également dans leur totalité qu'il s'agit de les abolir, non en en changeant les dirigeants. La « domination » du capital financier n'est donc encore qu'apparence — apparence réelle dans la mesure où il dispose effectivement des formes abstraites de la richesse sociale, mais apparences quand même, parce que cela n'implique pas qu'il dispose consciemment des rapports de l'ensemble de la reproduction dans lesquels cette valeur doit se valoriser.

Etant donné que le développement des formes inversées de la concurrence entraîne une inversion chez les hommes de leur représentation des rapports sociaux, il ne peut y avoir de rapport linéaire entre l'« accentuation des contradictions » et un processus de prise de conscience croissante de la classe ouvrière; au contraire, les conditions de ce processus de prise de conscience restent à étudier.

« Logiquement », donc, le capital engendre avec ses « dernières formes » les représentations les plus fausses de lui-même. Mais en fait le capital n'apparaît jamais sous cette forme achevée. La réalisation effective du taux de profit moyen, le procès effectif d'accumulation du capital, fait sans cesse réapparaître les contradictions qui s'y cachent : « [...] certaines conditions particulières [...] pour le cours normal de la reproduction, que ce soit à l'échelle simple ou élargie [...] se convertissent en autant de condi-

tions d'un développement normal, en possibilité de crises, puisque l'équilibre — étant donné la forme naturelle de cette production — est lui-même fortuit²⁶ ». Lors d'une crise, il devient possible de reconnaître la fausse apparence comme une apparence. On ne peut donc pas dire à l'avance, selon une démarche déterministe, s'il s'agit de la « dernière phase » du capitalisme. Tant que le capitalisme subsiste, le marxiste est toujours renvoyé à l'analyse historico-empirique qui doit le mener plus loin que la classification de phénomènes selon des phases déterminées par avance.

Cela ne nous avance donc guère de constater l'accentuation générale des contradictions. Cela ne nous dispense pas de rechercher quelle forme prennent ces contradictions à chaque période historique, dans telles conditions concrètes, comment elles sont représentées dans la conscience de producteurs et pourquoi ainsi et pas autrement. Pour affirmer qu'un événement était « nécessaire », il faut pouvoir préciser pourquoi d'autres événements ne pouvaient pas se produire.

Dans une telle approche de l'analyse du capitalisme actuel se résout également une contradiction insurmontable pour la théorie du C.M.E. : bien que le capitalisme soit prétendument parvenu à sa « dernière » phase historique, on ne peut que partiellement parler, au moins dans les pays capitalistes européens, d'un accroissement de la conscience révolutionnaire. La référence à la fonction de manipulation des idéologies social-démocrates ne répond pas à la question de savoir pourquoi ces idéologies trouvent un si large écho dans la classe ouvrière.

Dire que le capitalisme ne se développe plus conformément à son ancienne logique, qu'il décline, qu'il est mourant, implique qu'une forme de mouvement du capitalisme « conforme » à celui-ci a existé une fois et que cette forme appartient maintenant au passé. Cela correspond à l'identification du capitalisme « en soi » à la forme du « capitalisme de concurrence » ; à la supposition donc que les formes pures présentées par Marx de la péréquation du taux de profit contiennent la présentation d'une époque historique, c'est-à-dire une analyse concrète.

^{25.} Cf. Michael MAUKE, Die Klassentheorie von Marx und Engels (La théorie des classes de Marx et d'Engels), Francfort, 1971, p. 99 et s.

^{26.} K. MARX, Le Capital, éd. citée, I. 2, t. V, p. 141.

^{27.} Pour prévenir un autre malentendu : il ne s'agit pas pour nous de démontrer que « rien n'a changé dans le capitalisme ». Bien sûr, la loi du taux de profit moyen se réalise différenment lorsque le capital crée des formes d'organisation différentes. Il

Si toutefois, comme nous avons essayé de le montrer, les formes existant aujourd'hui de concentration et de centralisation du capital peuvent être expliquées au moyen des catégories générales de l'analyse du capital, il n'y a aucune raison de diviser de façon schématique l'histoire du capitalisme en une phase ascendante et une phase de déclin. Mais cela pose le problème du rôle actuel de l'Etat dans le capitalisme de manière différente de la théorie du C.M.E. qui le considère comme un symptôme du caractère suranné du système.

J'en viens ainsi à ma seconde thèse : de même que le monopole en tant que forme du capital ne peut être défini comme une caractéristique essentiellement nouvelle des rapports actuels de production, de même que le monopole en tant que forme du capital ne peut être défini comme une caractéristique essentiellement nouvelle des rapports actuels de production, de même le mode d'apparition actuel de l'Etat n'est pas dû à une phase quelconque de transition ou au déclin du capitalisme, mais s'explique par le rapport capitaliste lui-même.

M. Katzenstein nous propose plusieurs définitions du rôle actuel de l'Etat: « L'Etat est un instrument centralisé du pouvoir du capital »; « L'Etat est directement impliqué dans le procès de reproduction et dans le procès

s'agit de montrer que ces modifications peuvent être expliquées seulement si l'on dégage clairement les implications de la loi de la valeur, par exemple l'implication de la constatation selon laquelle la catégorie du taux de profit moyen se rapporte au capital social total.

de valorisation du capital »; « les interventions de l'Etat sont de nature générale [...], axées dans l'ensemble sur le mouvement et l'évolution de la production sociale »; « [l'Etat est l']instrument du capital monopoliste »; « toute action de l'Etat signifie une action au profit du capital monopoliste »; « d'un point de vue général, l'Etat est un instrument du capital monopoliste »; « la monopolisation d'Etat doit aussi viser aujourd'hui à assurer l'existence du système ». Ces définitions reflètent la difficulté d'exprimer la contradiction selon laquelle l'Etat d'une part est défini comme Etat de classe, comme représentant des intérêts du capital monopoliste, mais on s'aperçoit immédiatement que, d'autre part, ces intérêts — en tant qu'intérêts de capitalistes individuels — diffèrent les uns des autres, de même qu'ils se distinguent des exigences que la « garantie de l'existence du système » pose à l'Etat. L'Etat est un Etat de classe, mais il prend aussi des mesures qui sont en contradiction avec les intérêts de quelques-uns, voire de tous les monopoles ; l'Etat est un Etat de classe, mais il fonctionne sur la base de la démocratie parlementaire. Si l'on ne veut pas expliquer la question de la forme de l'Etat sur un plan trop trivial consistant à la concevoir comme une duperie organisée (il faudrait alors se demander pourquoi les monopoles se donnent tant de mal puisqu'ils ont le pouvoir). il faut éclaireir le rapport entre la fonction objective de l'Etat et la façon dont apparaît son activité.

A cela s'ajoute une autre difficulté. Lorsqu'on a prouvé comme M. Katzenstein à l'aide d'un cas concret que l'Etat devait intervenir, on n'a pas expliqué pourquoi il pouvait le faire; par quels caractères, structures, mécanismes de décision propres l'Etat peut prendre des mesures efficaces pour le procès de reproduction, et jusqu'où va l'efficacité de ces mesures. Car l'Etat ne peut être ni tout-puissant — ce qui supprimerait les contradictions inhérentes à la société capitaliste — ni complètement inopérant — car on n'aurait pas besoin de rechercher pourquoi la politique économique est devenue au cours des dernières décennies un élément important de l'activité d'Etat.

Il faut donc préciser où se situent les limites structurelles de l'action de l'Etat et comment elles s'expliquent à partir du système global de la reproduction. Il est clair que dans cet exposé je ne peux que poser ce problème. Mais je voudrais essayer de montrer à partir de quelles réflexions générales sur le rôle de l'Etat ces limites structurelles seraient, à mon avis, à développer.

Les études relatives aux formes de réalisation modifiées du taux de profit moyen qui se réfèrent à l'analyse de Marx doivent en conséquence, d'abord examiner la question de savoir quelles sont les formes d'écart du profit individuel par rapport au profit moyen développées par Marx avant de faire le constat d'une « qualité nouvelle » du monopole. Autant qu'on puisse savoir, la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat n'a rien fait dans ce sens. Par ailleurs, les raisons déterminant cette « qualité nouvelle » du monopole restent fort vagues ; elles se réduisent essentiellement à l'affirmation selon laquelle le profit monopoliste ne peut être expliqué par la « seule » loi de la valeur dans la mesure où s'y ajoute un autre élément, celui du « pouvoir économique » (quelle qu'en soit par ailleurs la définition). Cependant, cette position a pour conséquence qu'il ne peut plus y avoir des raisons générales déterminant le niveau des profits individuels dans la moyenne d'un cycle. Si cela se révélait exact, on ne pourrait plus se référer dans ses analyses à la loi de la valeur, et non plus donc à Marx. Certes, on n'est pas obligé à s'y référer, mais il faut alors clairement en tirer les conséquences.

II. Prémisses pour l'analyse de la forme et des fonctions de l'Etat bourgeois

1. Sur la forme de l'Etat bourgeois

La théorie du C.M.E. soutient la thèse selon laquelle c'est seulement aujourd'hui, sous la pression de la concurrence, que l'Etat se trouve dans la contradiction qui consiste pour lui à représenter aussi bien les intérêts des monopoles que ceux du système dans son ensemble; cette contradiction serait le signe du caractère suranné du capitalisme. Cela correspond à l'idée que, dans la phase du capitalisme de concurrence, l'économie a fonctionné « d'ellemême », sans « intervention » de l'Etat; cette forme de fonctionnement — et donc également le rôle plutôt passif de l'Etat, au moins par rapport à la reproduction économique — serait « au fond » la mieux adaptée au capitalisme. Cela revient à admettre implicitement que la démocratie bourgeoise du XIXe siècle a été la forme étatique qui a exprimé de la façon la plus pure la « domination de la bourgeoisie » et par conséquent du capital ; l'incorporation actuelle de l'Etat au procès de reproduction économique devient ainsi un signe du déclin du capitalisme dans son passage au socialisme.

J'aimerais y opposer la thèse selon laquelle c'est seulement l'association formelle de tous les « citoyens » au processus politique de formation de la volonté, c'est-à-dire la mise en place formelle de la liberté et de l'égalité de tous, qui est la forme étatique adéquate au capitalisme développé. Mais cela ne vaut justement pas pour la plupart des démocraties du XIX° siècle : en associant le droit de vote à la propriété, elles excluaient dès le départ une grande partie des ouvriers à l'articulation légale des intérêts et les obligeaient à articuler leurs intérêts de façon extra-parlementaire, à l'extérieur des formes organisées de la formation de la volonté : cela même lorsque ces intérêts étaient non pas de nature à mettre le système en danger, mais qu'ils étaient internes au système.

Pour fonder cette thèse, il faut d'abord montrer pourquoi la liberté et l'égalité formelles de tous en tant que possesseurs de marchandises est une condition préalable nécessaire de la reproduction du capital; pourquoi, en second lieu, cette liberté et cette égalité formelles doivent être protégées par un pouvoir organisé à l'extérieur des capitaux, tant contre ceux qui veulent en faire une liberté et une égalité réelles, c'est-à-dire abolir le rapport capitaliste, que contre ceux qui veulent détruire l'égalité et la liberté même formelles, ce qui reviendrait aussi à abolir le rapport capitaliste; pourquoi, en troisième lieu, la contradiction entre liberté et égalité formelles de tous les membres de la société, d'une part, et le rapport de classes du capital et du travail, d'autre part, constituent la limite structurelle des possibilités d'intervention de l'Etat dans le procès de reproduction²⁸.

L'Etat en tant que puissance extra-économique et en tant qu'Etat de classe doit être déduit du capital. Il faut d'abord retenir que l'Etat en tant que tel, en tant qu'instrument de domination d'une classe sur une autre, n'est pas spécifique au capitalisme. Lorsque nous définissons l'Etat capitaliste comme un Etat de classe, nous n'avons pas de critère permettant de le distinguer d'autres formes de domination de l'homme par l'homme. Mais le problème est de savoir où réside le fondement de cette distinction; par quoi l'Etat bourgeois se différencie d'autres formes de domination.

Pour dégager la manière dont se constituent les caractéristiques essentielles de l'Etat bourgeois dans le procès de développement du capitalisme, il faut d'abord se demander comment le capital transforme les rapports sociaux sur la base desquels se sont établies des formes étatiques plus anciennes. En s'emparant de la production, le capital transforme le travail non libre en travail salarié et par là l'appropriation visible du surproduit en appropriation invisible de la plus-value.

La séparation du producteur d'avec les moyens de production engendre le travailleur salarié doublement libre; libre des moyens de production, mais libre également de choisir son poste de travail et de prendre ses décisions en tant que consommateur.

Le fait que la liberté du travailleur dans le choix de son travail n'est autre que la forme inversée de la liberté du capital de passer d'une sphère dans une autre, le fait que la liberté du consommateur n'est autre que la liberté du capital de réaliser ses produits, ne change rien au fait que cette liberté, nécessaire pour l'individu dans le cadre

^{28.} Cf. pour ce qui suit Sybille von Flatow, Freerk Huisken, « Zum Problem der Ableitung des bürgerlichen Staates » (Contributions au problème de l'analyse de l'Etat bourgeois), Prokla, 7.

de la reproduction du capital, apparaît comme une liberté de décision subjective, et elle l'est effectivement, le travail-leur salarié est donc à la fois libre et non libre : libre en tant que propriétaire d'une marchandise sur le marché où il rencontre le capitaliste avec lequel il conclut un contrat d'égal à égal; non libre dans la dépense effective de sa force travail dans la production.

La circulation capitaliste en tant que lieu de médiation du rapport social des travaux privés ne se distingue pas dans sa forme de la simple circulation des marchandises; dans les deux cas, le caractère social du travail se fait derrière le dos du producteur : « Bien que tout ce mouvement apparaisse comme un processus social et que ses différentes phases semblent résulter de la volonté consciente et des buts particuliers des individus, il n'en est pas moins vrai que l'ensemble de ce procès se développe comme un enchaînement objectif et spontané; il résulte certes de l'action réciproque d'individus conscients, mais il ne dépend pas de leur conscience et ne leur est pas soumis dans son ensemble. [...] La circulation représente la première forme sous laquelle [...] le rapport social [...] a une forme indépendante des individus." »

Ce rapport des individus entre eux dans la simple circulation des marchandises devient dans le capitalisme l'apparence qui cache les rapports réels : « Dans l'ensemble de la société bourgeoise actuelle, la fixation des prix et leur circulation, etc., apparaissent comme le processus superficiel; mais on sait que dans les profondeurs se déroulent de tout autres mouvements où disparaît cette ap-

parente égalité et liberté des individus³⁰. »

Ce qui subsiste comme caractérisation nécessaire de la circulation simple des marchandises est la liberté des individus d'acheter et de vendre, la liberté de décision. L'élément nouveau qui s'y ajoute, c'est la distinction en classes d'acheteurs et de vendeurs; et ainsi des conditions de reproduction nécessaires du procès de production qui peuvent très bien ne pas être prises en considération dans la circulation simple des marchandises. Il suffit ici de supposer qu'effectivement on produit conformément aux besoins sociaux; quand ce n'est pas le cas, c'est alors accidentel. Dans la production capitaliste de marchandises, il existe des conditions de la reproduction globale qu'il

est possible de préciser : d'une part en tant que reproduction des classes, d'autre part en tant que reproduction des moyens de production ; en même temps il y a des limites, provenant du type de production, à la correspondance de la production et de la consommation, dans la limite de la capacité de consommation de la classe ouvrière.

L'« interdépendance » des « simples possesseurs de marchandises » s'est établie seulement sur le marché; ils sont dépendants les uns des autres en tant que fournisseurs, non en tant que producteurs". Dans la production capitaliste de marchandises, cette dépendance se manifeste dans le procès direct de production : avec sa marchandise, le travailleur ne peut plus faire autre chose que la vendre à un capitaliste (c'est-à-dire non pas à un autre individu, mais à une autre classe d'individus). Avec son argent, le capitaliste ne doit pas seulement échanger avec d'autres capitalistes, mais aussi avec des travailleurs. Seul l'échange des classes entre elles garantit le procès global de reproduction.

Ce qui se passe derrière le dos des producteurs, ce n'est plus abstraitement le « rapport social général », mais concrètement la reproduction du capital en tant que reproduction des classes.

La contradiction entre production et marché ne se produit plus accidentellement, mais nécessairement; de même pour ses formes possibles qui prennent leur aspect achevé dans le cycle des crises.

Le fait, d'une part, que le capital s'empare de la reproduction sociale ne signifie donc pas que le masque mystifiant du capital, à savoir les capitalistes, « maîtrise » le procès de production — au contraire. Alors que dans les sociétés précapitalistes les catastrophes naturelles, les épidémies, les mauvaises récoltes prennent encore une place centrale dans l'impossibilité de maîtriser le procès de production, le caractère catastrophique du mode de production capitaliste est la conséquence de la « socialisation » toujours plus grande de la production ; cela vaut aussi bien pour ce qui est des processus économiques que par rapport à la nature dont la « domination » laisse voir

^{29.} K. Marx, Fondements de la critique de l'économie politique, Ed. Anthropos, Paris, 1969, t. I, p. 137. 30. Ibid., t. I, p. 193.

^{31.} La « circulation simple des marchandises » en tant que degré d'abstraction de la description faite dans *Le Capital* ne doit pas, de toute évidence. être comprise comme la description d'un mode de production réellement existant; par définition, la production n'y est pas prise en considération.

de plus en plus les limites absolues de la manipulation des processus naturels.

D'autre part, la contradiction esquissée ci-dessus entre la liberté formelle du travailleur en tant que propriétaire de marchandise et sa non-liberté réelle en tant que producteur de plus-value au bénéfice du capital tend à se résoudre d'elle-même : soit par l'asservissement total du travailleur, ce qui implique la dissolution du rapport capitaliste, puisque celui-ci suppose un travailleur (c'est-à-dire non propriétaire des moyens de production) libre (c'est-à-dire mobile) salarié (c'est-à-dire possédant de l'argent). Si les capitalistes individuels peuvent assujettir tota-lement une partie des travailleurs, le marché a tendance à disparaître, mais par là aussi la condition de reproduction du capital en tant que tel.

Soit, au contraire, en tant qu'expropriation des expropriateurs, dans la suppression du rapport capitaliste par l'élimination de la séparation entre producteurs et moyens de production.

La violence grâce à laquelle les travailleurs sont empêchés de supprimer le rapport capitaliste ne peut donc pas être concentrée entre les mains des capitalistes individuels, car ceux-ci le supprimeraient eux-mêmes. La « violence extra-économique », c'est-à-dire la violence présupposée à l'économie, doit donc être rassemblée à l'extérieur du capital.

Par conséquent, si l'on étudie la transformation de l'Etat en Etat de classe bourgeois à partir du concept d'Etat de classe, l'Etat bourgeois se présente comme un moven de garantir la forme spécifique de la reproduction des classes dans leur rapport entre elles. L'Etat fait ainsi partie du rapport capitaliste, il est soumis abstraitement au capital en tant que condition de sa reproduction. La domination d'une classe sur une autre précède historiquement le capital; en tant que violence extra-économique, cette domination est un produit du capital parce que la liberté et l'égalité des individus inhérentes aux lois qui régissent le mouvement du capital cherchent sans cesse à supprimer la contradiction entre cette liberté et cette égalité, d'une part, leurs limites structurelles tenant au capital lui-même, d'autre part. Derrière la forme de l'échange égal se cache l'inégalité concrète des marchandises échangées : derrière la liberté et l'égalité des échangeurs se cachent les rapports d'échange de classes. Ces contradictions demeurent et ne cessent de susciter de

nouveaux conflits d'une nature antagoniste qui ne peuvent être réglés par les contractants.

La forme de l'activité étatique doit se référer à la liberté et l'égalité des individus ; son contenu doit garantir le maintien du rapport de classes avec la reproduction des classes en tant que telles. L'Etat se transforme alors, ayant été un moyen de maintenir la domination d'une classe sur une autre, en un moyen de maintenir la domination du capital sur la société³.

2. Contenu et moyens de l'action de l'Etat

En disant que la fonction de l'Etat est d'assurer la reproduction du capital, on ne supprime pas les contradictions qui fondent son existence; elles resurgissent sous une nouvelle forme, sous le mode spécifique dans lequel l'Etat doit et peut concevoir cette tâche. Si la fonction de l'Etat se détermine à partir du rapport capitaliste, cela signifie que l'Etat en tant qu'élément constitutif de ce rapport est soumis au mouvement du capital et qu'il ne peut agir indépendamment de ce mouvement. Il convient ici de caractériser plus précisément cette dépendance.

On peut se poser la question suivante : comment se manifestent la contradiction entre liberté et égalité formelles, d'une part, la domination d'une classe sur une autre, d'autre part, au niveau de la forme et du contenu de l'action de l'Etat ?

Dans la forme, l'Etat se réfère aux possesseurs de mar-

^{32.} Partant de cette déduction de l'Etat bourgeois, il faudrait examiner en particulier les catégories de l'« infrastructure » et de la « superstructure » qui servent à désigner le rapport entre le capital et l'Etat. Il est permis d'affirmer que ces catégories ne saisissent que la surface des choses, c'est-à-dire la manière dont l'« économie » et la « politique » apparaissent comme étant des entités séparées, et non pas leur rapport spécifique nécessaire. La totalité de la reproduction du capital se présente à première vue comme la totalité des processus sociaux en cours : le rapport entre la structure de base de « notre société capitaliste » (Le Capital, 1. 1, t. I, p. 59) et son apparition à la surface ne peuvent donc pas être assimilés sans problème aux rapports entre l'« infrastructure » et la « superstructure », entre l'« économie » et la « politique » qui apparaissent à la surface des choses. Cette confusion conduit d'ailleurs à concevoir l'analyse marxiste comme étant purement « économique », analyse qui devrait, en tant que « politique économique » d'un genre particulier, être mise en relation avec d'autres « sciences sociales ».

chandises en tant qu'égaux ; les moyens de son intervention dans les relations entre eux doivent donc permettre d'exprimer cette égalité. Le premier moyen en est le droit en tant que moyen de maintenir cette égalité formelle, constamment menacée par l'arbitraire du capital comme par la résistance des travailleurs. Marx illustre cela par l'exemple de la fixation de la durée légale de la journée de travail3. La définition de la valeur d'usage du travail qui y est adoptée exprime l'égalité formelle des acheteurs et des vendeurs en montrant clairement combien de travail exprimé en temps équivaut au prix d'une journée de travail. Le second moyen est l'argent; les décisions de l'Etat en matière financière ne se réfèrent formellement qu'aux individus en tant que possesseurs d'argent, en augmentant ou diminuant la quantité d'argent dont ils disposent. L'intervention de l'Etat se limite donc au plan de la répartition. Evidemment, la répartition a des effets directs sur la production, mais le contenu qualitatif de cet effet est quelque chose qui se soustrait à la volonté de l'Etat, qui se trouve dans la liberté de décision du sujet bourgeois et qui est donc soumis à la concurrence. Par exemple, l'emprunt de stabilité qui vient d'être émis doit diminuer le volume de la consommation (qu'il le fasse effectivement ou non est une autre question). Cependant, la consommation de quelles marchandises se trouvera-t-elle limitée? L'Etat ne peut avoir aucune influence à ce niveau. Des subventions à l'industrie, des mesures d'encouragement des investissements, etc., doivent relancer la production. Qu'est-ce qui sera produit en plus, comment, avec quels movens techniques? Cela échappe au champ d'action de l'Etat.

Mais nous avons admis plus haut que la tâche de l'Etat était d'assurer la reproduction des classes. Il faut donc d'une part que dans l'apparition superficielle des classes en tant que possesseurs d'argent indistincts soit déjà contenue leur inégalité structurelle, afin que la référence de l'Etat à cette apparition superficielle puisse assurer la reproduction des classes. D'autre part, il faut des mécanismes efficaces permettant à l'Etat d'assurer les conditions qualitatives du procès de reproduction, bien qu'il ne puisse agir qu'avec l'argent, c'est-à-dire quantitativement, sur le procès économique. Il faut donc se demander dans quelle mesure l'Etat peut exercer effectivement une

influence sur les rapports matériels de la production (dont l'inadéquation structurelle provoque la reconstitution, par la crise, de la concordance des proportions matérielles et des proportions de valeur); et il faut se demander de quelle manière cela se produit.

Un individu, en tant que propriétaire d'argent, ne se distingue pas qualitativement d'un autre; son droit à la participation à la richesse socialement produite ne diffère que quantitativement du droit d'un autre propriétaire d'argent. En conséquence, les sources de cet argent, à savoir le capital et le travail, apparaissent comme étant de la même valeur. L'un touche donc son revenu du capital, l'autre du travail; tout indice quant à la véritable source de cette richesse sociale est effacé. Néanmoins, il existe, même sur ce plan, une différence structurelle entre la source de revenu provenant du travail et la source de revenu provenant du capital. Dans le profit, en tant que revenu, la reproduction de la source de revenu, c'està-dire du capital existant, est toujours présupposée, alors que la force de travail ne se reproduit jamais que sur le même échelon. Et c'est d'ailleurs tout à fait une nécessité: « La nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle simplement pour se maintenir (souligné par M. W.) et sous peine de disparaître est imposée au capital individuel par la concurrence. L'ouvrier maintient la valeur existante par la production de la plus-value en la transmettant à la nouvelle production. A la surface, à savoir au niveau de la répartition, cela se manifeste dans le fait que c'est uniquement la valeur nouvellement créée qui apparaît comme revenu du capital et du travail; seul ce produit nouveau — en tant que produit social net de l'économie bourgeoise — est objet de la répartition entre les différents propriétaires des sources de revenu, l'obiet de la concurrence menée entre les classes pour la part prise au produit nouveau, l'objet de la « redistribution » d'Etat et enfin la base du financement des réalisations de l'Etat.

La reproduction du rapport de classes — en tant que reproduction du capital déià existant aux mains des capitalistes — est donc la condition préalable à l'apparition des propriétaires d'argent sur le marché. L'échange sur le marché se fait entre propriétaires de marchandise dont les marchandises contiennent depuis toujours la force de

^{33.} Cf. K. MARX, Le Capital, éd. citée, l. 1, t. I, p. 271 et s.

^{34.} Ibid., 1. 3, t. VI, p. 257-258.

travail appropriée gratuitement et propriétaires de marchandise dont la marchandise a moins de valeur qu'elle ne peut produire. De plus, la condition de la reproduction du capital comme source de revenu est l'accroissement, l'accumulation de celui-ci, alors que la reproduction de la force de travail n'est pas liée à une telle condition — ou bien alors liée à la même, qui se trouve cependant en dehors d'elle. Le rapport de l'Etat à la reproduction des individus implique donc dès l'abord cette inégalité structurelle des propriétaires d'argent; cette inégalité constitue en même temps la limite des possibilités de l'intervention de l'Etat en faveur de l'une ou de l'autre classe.

Sur ce plan général, la nécessité de garantir la reproduction des classes ne permet de déterminer, dans un premier temps, que deux fonctions de l'Etat : d'une part, l'Etat doit, en fixant des normes juridiques, empêcher que ne s'impose la tendance, inhérente à la concurrence, à la destruction de la base du système, à savoir d'un côté l'existence d'une classe de salariés libres et, de l'autre, la liberté de circulation du capital; l'Etat doit garantir l'égalité formelle de tous quant à leur intégration dans la concurrence.

Il doit, d'autre part, assurer les moyens permettant le déroulement correct du processus d'échange entre les propriétaires de marchandise et garantir la reconnaissance de l'argent comme « équivalent général ». Le problème de l'inflation et des crises monétaires réside précisément en ceci que l'incertitude de savoir si les moyens d'échange échangés rempliront encore demain réellement leur fonction, qui est d'être moven d'échange, que donc cette incertitude limite tendanciellement la circulation; et en retour limite ainsi la production — cet effet est connu de l'économie bourgeoise sous le nom de « fuite dans les valeurs matérielles ». Mais seule la garantie de la valeur monétaire peut permettre d'intercaler des processus de reproduction étendus entre l'achat et la vente sans courir le risque qu'entre temps des « révolutions de valeurs » tendent à rendre sans valeur les produits et que le capital. par conséquent, non pas se valorise, mais se dévalorise³³.

Les autres tâches pouvant revenir à l'Etat sont à déterminer, à mon avis, uniquement de manière historique et concrète : on peut analyser ce que sont, dans des circonstances concrètes données, les « conditions de production générales » seulement au regard de la situation spécifique.

Néanmoins, il est possible de faire ressortir les éléments relatifs aux *formes* dans lesquelles l'Etat peut remplir de telles « conditions de production générales », c'està-dire dans lesquelles il peut garantir l'« existence du

système ».

Nous avons défini comme conditions de la reproduction sociale du capital, d'une part, une valorisation quantitative suffisante des capitaux individuels et, d'autre part, le respect des proportions matérielles qui résultent de la nécessité de la reproduction et de l'accumulation. Dans la concurrence, le capital tend à briser toutes les limites de la valeur d'usage : la crise restitue de manière violente l'unité de la proportionnalité entre valeur et matière et permet ainsi la reprise. Si l'on conçoit l'Etat comme « garant de l'existence du système », cela signifie qu'on lui attribue des fonctions semblables à celles de la crise, à savoir d'assurer les conditions matérielles nécessaires à la reproduction sociale d'ensemble, en même temps qu'il garantit une valorisation suffisante du capital. La contradiction entre les conditions quantitatives et qualitatives de la reproduction n'est donc pas abolie, elle apparaît au contraire sous une forme nouvelle en tant qu'exigences contradictoires vis-à-vis de l'Etat.

3. Les limites de l'« intervention de l'Etat³ »

La thèse selon laquelle l'Etat doit garantir la reproduction du capital social pose, premièrement, la question de savoir d'où « l'Etat » — de manière autre que les capitaux individuels — aurait connaissance des conditions de cette reproduction sociale. La bureaucratie d'Etat ne « sait » pas (pas plus que les capitaux individuels) quelles sont les mesures « objectivement » nécessaires au maintien du système dans des cas concrets donnés.

^{35.} Il ne s'agit pas de la question de savoir si l'Etat peut effectivement la faire, mais uniquement de savoir pourquoi certaines tâches lui ont été assignées. Cela n'implique précisément pas que les contradictions — par exemple celles qui engendrent l'« inflation » — soient ainsi résolues; cela précise simplement la forme spécifique dans laquelle elles peuvent se mouvoir : « C'est d'ail-

leurs la seule méthode pour résoudre des contradictions réelles » (K. Marx, Le Capital, l. 1, t. I, p. 113).

^{36.} Cf. pour la suite : Volker Ronge, Günter Schmieg, Restriktionen politischer Planung (Les restrictions de la planification politique), thèse, Munich, 1972.

Bien au contraire, de telles « nécessités » n'apparaissent toujours que lorsqu'on ne satisfait pas à leurs exigences; en d'autres termes, elles apparaissent en tant que crise. La tâche de l'Etat consiste alors à éviter qu'une crise qui commence à se manifester ne s'accentue. Par ailleurs, les déficiences apparaissent comme étant non pas des déficiences « sociales », mais particulières : elles vont à l'encontre de l'intérêt d'une classe ou d'un groupe et elles ne deviennent « crise » manifeste que par l'articulation des intérêts. De surcroît, il n'est pas facile de voir la cause — immédiate ou lointaine — de cette crise. Les déficiences qui surgissent n'indiquent pas un défaut spécifique susceptible d'être leur origine, et cela non sans raison : la construction linéaire de l'enchaînement des causes et des effets ne peut saisir la structure contradictoire des causes de la crise. Ce phénomène offre ainsi la possibilité à tout groupe d'intérêt de donner son interprétation propre des causes de la crise et d'avancer sa proposition quant aux moyens pour remédier aux défauts.

La thèse selon laquelle l'Etat doit assurer la reproduction sociale implique, deuxièmement, que les moyens financiers nécessaires à cette tâche sont en principe à sa disposition. Or, cela n'est précisément pas le cas. Comme l'Etat doit financer ses dépenses par le produit nouveau, il est soumis à une pénurie financière chronique; chronique d'une part parce qu'il n'existe aucune limite logique aux tâches susceptibles d'être exigées de l'Etat, et, d'autre part, parce que, pour les capitaux individuels, les conditions de production à remplir à « long terme » représentent toujours une réduction de leurs bénéfices obtenus individuellement.

L'analyse de l'activité d'Etat doit, troisièmement, tenir compte du fait que des conditions de production « générales » n'existent qu'à un degré d'abstraction très élevé. En réalité, la garantie de telles conditions « générales » comme par exemple les écoles, les routes, etc., profite nécessairement à des capitaux concrets, à des fractions concrètes de la classe ouvrière. Car l'Etat ne construit pas des routes en général, mais toujours des routes très précises. En ce sens, il est certainement exact de faire remarquer que les mesures concrètes de l'Etat profitent aujourd'hui davantage au grand capital, mais cela ne nous dispense pas d'analyser jusqu'à quel point des « nécessités générales » s'expriment ou non dans ces mesures.

Comme l'orientation donnée à la reproduction sociale

est inconnue, les mesures de l'Etat peuvent uniquement de manière réactive, a posteriori — par la méthode des essais et erreurs —, tenter de rééquilibrer les déséquilibres existants. Or, ce rééquilibrage signifie nécessairement accorder des avantages à certains groupes. Il en résulte qu'à chaque crise des conflits surgissent quant à la question de savoir au détriment de qui il s'agit de surmonter cette crise; et cela non seulement entre le capital et le travail, mais également entre des fractions du capital ainsi qu'au sein de la classe ouvrière.

En affirmant que l'Etat doit intervenir de par son « intérêt de valorisation du capital », on cache le fait que cet « intérêt de valorisation du capital » n'est pas défini et qu'il apparaît comme un ensemble, contradictoire en lui-même, d'intérêts individuels. Il faudrait donc savoir démontrer de quelle manière l'Etat peut assurer la reproduction sociale dans les limites des possibilités évoquées ci-dessus, limites relatives à l'information, au financement et à la réalisation des mesures une fois qu'elles sont prises.

De même que l'entrepreneur peut produire de manière inadéquate au marché parce que ses informations n'ont pas été suffisamment précises ou que les conditions de vente se sont modifiées, de même l'Etat peut produire sans remplir les conditions de reproduction nécessaires. De même qu'il s'avère pour les capitaux individuels seulement après coup si leurs produits renferment du travail socialement nécessaire, de même l'Etat ne peut constater qu'a posteriori si ses mesures ont été effectivement appropriées aux exigences réelles.

Or, ces constatations soulèvent avec acuité la question de savoir pourquoi le système fonctionne malgré tout — pourquoi, en dépit de l'absence d'une institution audessus de tous les groupes capable d'intervenir dans tous les conflits et de résoudre toutes les contradictions, les problèmes de la reproduction sociale sont aujourd'hui manifestement résolus sans trop de conflits; en d'autres termes, sans qu'une situation révolutionnaire soit une perspective immédiate dans les pays capitalistes industriels.

Il y a deux réponses possibles à cette question. *Pre-mièrement*, la question est mal posée, car la question de savoir pourquoi le système fonctionne *malgré* une planification déficiente de l'Etat présuppose ce qui serait précisément à prouver, c'est-à-dire que le capitalisme a be-

soin pour fonctionner d'une régulation d'Etat qui « fonctionne » de façon identique. Par ailleurs, on peut objecter que le développement du capitalisme depuis 1945 n'est que très peu dû à la politique économique d'Etat; bien plus, l'Etat joue en général un rôle beaucoup plus limité dans la reproduction du capital que ne laissent, à première vue, supposer les formes d'apparition de ses activités.

La deuxième réponse possible — qui n'est pas contradictoire avec la première — est que c'est précisément la forme de la méthode des essais et erreurs qui constitue la forme d'intervention d'Etat adéquate au capitalisme, et que plus la bureaucratie d'Etat essaiera de donner une forme claire et logiquement cohérente aux interventions — plus elle tentera d'établir « d'avance » des programmes à long terme et de planifier l'action de l'Etat —, plus cette action doit entrer en contradiction avec les exigences réelles du procès de production et de son évolution naturelle et spontanée.

Nous avons déjà constaté que l'assimilation du capitalisme monopoliste au capitalisme « moribond » suscite nécessairement l'idée selon laquelle il existe des mécanismes, situés « en dehors » du capital, qui ont empêché jusqu'à présent ce dépérissement. Or, si l'on met en question la thèse du capitalisme moribond, la conclusion qu'on tire de celle-ci est également caduque. Tant que la révolution n'aura pas lieu, le capitalisme se développera, et les mesures prises par l'Etat ne seront que des moyens parmi d'autres pour assurer ce développement. Cela ne rend certes pas superflue la question suivante : pourquoi ces moyens apparaissent-ils à un certain moment de l'histoire? Mais cet aspect des choses relativise au moins la compréhension théorique de ces phénomènes par le déclin du capitalisme, compréhension qui prétend tout expliquer, mais n'explique rien en fait.

On peut illustrer ce qui précède par l'exemple de la crise économique mondiale. L'interprétation traditionnelle fait de la crise économique mondiale le cas type de l'incapacité du capital de transformer, « par ses propres forces », cette crise en un moyen susceptible d'entamer la relance. Elle considère donc en même temps cette crise comme un symptôme de la « crise générale du capitalisme ». Or, suivant les réflexions développées ci-dessus, il n'y a aucune raison de ne pas considérer les forces de l'Etat comme les « forces propres » du capital. Par consé-

quent, la forme de la solution apportée à la crise économique mondiale est une forme du capital cherchant à résoudre ses crises. Elle n'est nullement un indice en soi de la désagrégation et du déclin du capitalisme, à moins qu'on puisse démontrer qu'en même temps que se développent ces formes nouvelles les conditions mûrissent pour la naissance de situations révolutionnaires. Mais ce n'est précisément pas ce que soutient la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat. Au contraire, les formes existantes de la régulation des crises par l'Etat sont jugées des moyens qui rendent plus difficile la naissance de la conscience révolutionnaire. C'est ainsi seulement que se justifie par ailleurs la théorie de la démocratie antimonopoliste en tant que forme de transition au socialisme. Cependant, on ne peut pas prétendre d'un côté que le capitalisme tend irrésistiblement vers sa fin (à moins d'en faire une affirmation abstraite, valable en général) et constater de l'autre qu'il ne faudra pas s'attendre à une situation révolutionnaire.

Il semble donc nécessaire d'interpréter différemment le cours de l'histoire du capitalisme depuis 1929. Pour ce faire, nous devons commencer par déterminer la fonction de la crise de 1929 à 1933.

La crise signifie pour le capital, d'une part, l'effondrement de la valorisation et de la réalisation « normales » ; mais, d'autre part, en tant que crise d'assainissement, elle crée les conditions pour une nouvelle reprise, pour un nouveau développement de la production.

Simultanément, la crise peut constituer la prémisse de la naissance de la conscience révolutionnaire et, en conséquence, du dépassement du mode de production capitaliste. La crise renferme donc toujours deux moments : la possibilité d'un redémarrage du développement du capital et la possibilité de sa suppression. Indépendamment de la question de savoir si cette alternative s'est historiquement posée lors de la crise économique mondiale, le fait que la révolution n'eut pas lieu ouvrit la possibilité au capital de créer les conditions favorables à un nouveau développement par la destruction de capitaux et d'hommes à un degré encore jamais connu³⁷. La crise et la guerre mondiale, bien que la « sphère d'influence » du capital se limitât à la suite de celle-ci, conduisirent

^{37.} Ernest Mandel, *Der Spätkapitalism* (Le néo-capitalisme), Francfort, 1972, p. 200 et s.

d'abord non pas au déclin du capital, mais à une nouvelle prospérité du capitalisme. Le rôle que joue l'Etat dans ce développement n'est assurément qu'un des facteurs de cette nouvelle prospérité, facteur qui de surcroît n'est pas particulièrement important. La nécessité d'admettre des fonctions nouvelles de l'Etat qui seraient la cause du présent cours de l'accumulation capitaliste provient donc uniquement de la thèse à mon avis absurde selon laquelle le capital ne peut subsister « sans » les mesures prises par l'Etat. Cette affirmation-là, elle aussi, est abstraite et générale. Si l'on part de la prémisse d'après laquelle le capital s'est trouvé au moins jusqu'en 1965 dans une phase d'expansion, on peut poser la question uniquement de la manière suivante : quelles sont les causes, dans les formes aujourd'hui existantes de la reproduction du capital, de la constitution des fonctions économiques de l'Etat? Cependant, même dans ce cas-là, il faut expliquer l'efficacité de celle-là par une analyse de la marche des crises cycliques, et non pas comme un élément ajouté « de l'extérieur ». L'efficacité des mesures prises par l'Etat se détermine alors en premier lieu par la phase du cycle dans laquelle se trouve le capital. Ainsi, en R.F.A., par exemple, il s'est sans doute révélé exact que la politique conjoncturelle de l'Etat, lors d'une récession, peut avoir un effet favorable à la relance (bien que le moyen de sortir de la crise de 1966-1967 ait été davantage l'exportation), mais que, lors d'une haute conjoncture, elle se limite essentiellement à prodiguer quelques exhortations ou bien à endiguer les revendications salariales.

Ainsi, j'en reviens à la deuxième réponse possible à la question : pourquoi le « système » a-t-il jusqu'à présent fonctionné relativement sans crise aucune en dépit des imperfections de la direction politique de l'Etat? L'impuissance de l'Etat face aux processus économiques naturels et spontanés de la récession de 1966-1967 se manifeste subjectivement pour l'appareil d'Etat comme une capacité de planification insuffisante. L'idée d'élever ce fait au rang d'une « phase nouvelle » qui voit se renforcer le caractère planifié du capitalisme ne peut se concevoir que par quelqu'un qui prend les bonnes intentions pour des actes. Même ceux qui avaient essayé de développer des propositions relatives à l'organisation et à la transformation de l'appareil d'Etat pour accroître la capacité planificatrice comprirent que des réorganisations internes ne changeaient rien quant aux limitations imposées de fait à la planification d'Etat et s'aperçurent que ces limitations

étaient les conditions mêmes du système. Ainsi l'objectif primitivement fixé de la planification financière à moyen terme, visant à lier la planification des tâches à la planification financière, s'est avéré impraticable puisque la planification des tâches est liée à son tour, pour une part importante, à la question du dégagement des moyens financiers. Ce ne sont pas les tâches, déterminées sur la base d'un programme politique quelconque, qui sont prioritaires. Ce sont au contraire celles destinées à procurer l'argent nécessaire pour le financement des autres tâches. Cet aspect apparaît du moins très clairement dans la politique fiscale: la question se pose non pas dans les termes : comment est-il possible d'arriver à une quelconque définition de la justice fiscale, mais : où peut-on ramasser le plus d'argent possible avec le minimum de résistance et sans devoir craindre de le perdre à nouveau ailleurs.

Ainsi, il est aisé de constater que l'objectif qui vise une indépendance plus importante par rapport aux vicissitudes quotidiennes du développement économique, objectif qui avait été à l'origine de la conception de la planification financière à moyen terme, a été peu à peu abandonné. Le caractère illusoire de cette conception se révèle particulièrement dans la crise monétaire actuelle.

On peut encore mieux montrer les limites de la planification d'Etat en la comparant à la planification pratiquée dans l'entreprise. Pour pouvoir planifier, il faut que les décisions alternatives existantes revêtent une forme logique et cohérente, autrement dit, il faut qu'elles puissent être exprimées en unité qualitative d'un troisième terme. Pour l'entreprise, l'objectif du plan est la maximisation du gain; toutes les décisions sont exprimées en gain ou en perte d'argent. L'argent en tant que forme quantitative de la valeur permet au capitaliste de se décider de façon logique et cohérente entre les termes de l'alternative qui se posent à lui qualitativement; il ne supprime pas pour autant les contradictions vis-à-vis desquelles il doit adopter une attitude, mais le processus de prises de décision tel qu'il se déroule est la forme qui lui permet d'avoir une attitude appropriée à ces contradictions³⁸.

^{38.} Il faut préciser que nous n'entendons pas par là que cela « marche » toujours, ni que ces processus de décision dans l'entre-prise se présentent réellement ainsi; par ailleurs, le succès remporté sur le marché n'est évidemment pas toujours un élément

De son côté, l'Etat se trouve placé devant un problème semblable : il lui faut donner une forme unique à des intérêts contradictoires, forme qui lui permettra de prendre une décision logique et cohérente à propos de ceux-ci. Une des conditions en est, d'abord, que les intérêts apparaissent comme quantifiables, donc comme des intérêts visant des augmentations de salaires ou l'accroissement des profits, etc.

Cependant, même dans ce cas-là, les problèmes que l'Etat doit résoudre ne sont pas mesurables : il n'existe aucune échelle de quantification qui permettrait de décider s'il « vaut mieux » construire une école ou une autoroute. Et même si, dans un certain secteur, la quantification et la commensurabilité des prises de décision semblent assurées (inutile d'insister ici sur le caractère douteux de l'analyse en termes de « coûts-utilité » entreprise à cette fin), la décision ainsi dégagée n'énonce encore rien quant à la possibilité de sa réalisation politique. Les instances de l'Etat doivent non seulement se demander par exemple quelle est la forme la moins onéreuse de l'organisation de la formation, mais aussi quelle organisation elles peuvent « se permettre » politiquement.

A cela s'ajoute le fait que l'exigence d'une planification d'Etat apparaît toujours au moment seulement où la « marche autonome » du processus économique ne semble plus couvrir tous les besoins. Tant que par exemple en Allemagne fédérale l'évolution conjoncturelle permit d'accorder plus de salaires et en même temps faire plus de profit, le cheval de bataille était non pas la planification, mais le laisser-faire. On revendique donc l'intervention de l'Etat au moment précis où les intérêts des classes et des groupes apparaissent clairement comme contradictoires. On lui demande alors de subordonner systématiquement les intérêts d'un groupe ou d'une classe à ceux défendus par les autres. Dans la mesure où l'Etat accomplit cette tâche, il enfreint nécessairement un autre impératif, celui de la « satisfaction » de tous vis-à-vis du système, à savoir l'impératif de maintenir l'apparence de liberté et d'égalité, condition préalable à la reproduction du capital.

La notion de « garantie du système » comme « objectif suprême » de l'Etat comparable à celle, située au niveau du capital individuel, de la « maximisation du profit »

d'appréciation suffisant quant à la rationalité immanente des processus de décision au sein de l'entreprise. dissimule plutôt les limites de la planification qu'elle ne les éclaircit.

Elle suggère l'idée d'un Etat qui serait une sorte de cuve apte à « capter » les contradictions du procès de reproduction du capital et dont l'intervention « sauverait » effectivement le système; elle s'ajoute donc encore à l'impression selon laquelle il existe une séparation entre le système économique qui a ses lois propres et l'Etat qui intervient « du dehors ».

A l'inverse, si l'on prend les prises de décision de l'Etat pour un élément constitutif du système global de reproduction de la société capitaliste, il est facile à voir que ce ne sont précisément pas un système cohérent en soi ni des interventions « programmées » de l'Etat, mais le processus de détermination des décisions tel qu'il existe, chaotique à première vue — processus par ailleurs particularisé dans les différents ministères, sans coordination efficace, sans information réciproque, en partie avec un blocage mutuel conscient —, qui seul permet d'assurer, dans une certaine mesure, une marge de manœuvre suffisante susceptible de tenir compte des intérêts contradictoires.

D'un autre côté, ce n'est pas un hasard, bien sûr, que l'Etat en vient aujourd'hui à une situation qui l'oblige à planifier sa propre action : plus il y a de secteurs sociaux touchés par l'activité de l'Etat, plus l'Etat dépend de la planification s'il ne veut pas constamment se contrecarrer lui-même.

Plus les tâches qui incombent à l'Etat sont étendues et complexes et plus elles doivent se référer non seulement de façon abstraite, mais concrètement au lien d'ensemble de la production, plus il est nécessaire de « protéger » ses processus de prise de décision contre des intérêts particuliers.

La forme organisationnelle par laquelle cette protection est assurée est la bureaucratie : le capital crée, par la bureaucratie d'Etat, l'instance qui, étant relativement autonome vis-à-vis des intérêts de groupes contradictoires, doit définir un « intérêt du système ». Nous avons déjà démontré les limites structurelles d'un tel intérêt « conscient » ; mais même la possibilité limitée de l'articulation et de la réalisation d'objectifs globaux nécessite un système organisationnel propre.

Or, plus la bureaucratie d'Etat essaie d'établir une hiérarchie des prises de décision, rigoureusement organisée et devant être l'expression d'une « volonté commune », plus elle doit se fermer devant les pressions exercées par des intérêts sociaux extérieurs. Car ces intérêts sont contradictoires en soi et ils peuvent même entrer en contradiction avec les « objectifs du système » à long terme.

Cependant, l'Etat dépend d'informations provenant « du dehors » pour établir sa planification et pour réaliser ses mesures. C'est le système d'articulation des intérêts à travers le Parlement et les associations qui rend seulement possible de savoir où se situent d'éventuels foyers de conflit et de crise. Sans cette connaissance, aucun management de la crise n'est possible. En conséquence, plus les intérêts contraires agissent sur le processus de prise de décision de l'Etat, plus il est vraisemblable que les mesures décidées ne seront pas « rationnelles » du point de vue de la planification à long terme. En revanche, moins de tels intérêts participent à l'élaboration des décisions, plus il est tendanciellement impossible de les réaliser. Avec l'introduction d'une méthode de planification rationnelle en soi, la bureaucratie s'empêche donc elle-même de tenir compte des intérêts existant dans la société. Elle planifie sans satisfaire ceux-là mêmes qui sont concernés par la planification. Une telle planification d'Etat peut expliquer la multiplication des initiatives de citoyens en tant que réactions à celle-ci, en tant que tentatives d'intégrer après coup des intérêts dont on n'a nécessairement pas tenu compte dans un programme de planification « cohérent ».

Résumons donc : d'un côté, assurer la reproduction du capital exige l'intégration, dans le processus de prise de décision organisé par l'Etat, des intérêts d'individus visant à maintenir leurs ressources. L'intégration des intérêts des travailleurs quant à la reproduction de leur force de travail (intégration qui date de l'introduction du suffrage universel) fait que tout domaine social devient en principe objet de la politique d'Etat. Tous les conflits surgissant entre le travail et le capital apparaissent donc comme pouvant être arbitrés par l'Etat; tous les processus économiques apparaissent comme pouvant être déterminés par l'Etat. Nous avons essayé de démontrer que tout cela n'est qu'apparence, que les activités de l'Etat en tant qu'éléments constitutifs de la reproduction du capital dépendent elles-mêmes de son cours naturel et spontané. Néanmoins, l'institutionnalisation de ces processus politiques de prise de décision constitue la base de l'illusion de l'« Etat social » et le point de départ de la thèse avancée par la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat affirmant que l'intégration de l'Etat dans le procès de reproduction permettrait à la classe ouvrière d'exercer sur les affaires de l'Etat une influence favorable à ses intérêts. Ce n'est pas faux, si l'on entend par là l'influence exercée sur les conditions de reproduction de la force de travail. Mais cette influence reste confinée à l'intérieur des conditions de reproduction de la classe en tant que classe au sein du capitalisme ; elle reste dans le cadre des conditions de reproduction telles qu'elles apparaissent en surface.

Cependant, la limite entre de tels « intérêts immanents » et des intérêts tendant vers la suppression du système d'exploitation même est toujours mobile. C'est bien pour cette raison que la violence « extra-économique » de l'Etat reste indispensable. Comme nous avons essayé de le montrer, l'articulation d'intérêts intégrée et « immanente au système » saisit uniquement les phénomènes superficiels des contradictions réellement existantes. C'est la raison pour laquelle elle ne peut supprimer les causes des conflits. A la base, les intérêts apparemment intégrés réapparaissent donc sans cesse, et la contradiction entre la reproduction du système d'ensemble (en tant que reproduction du capital) et les intérêts du capital, d'un côté, et la classe ouvrière, de l'autre, resurgit constamment. Les autres formes prises par les contradictions dans les conditions actuelles de la reproduction sociale n'autorisent à mon avis nullement à parler de la « fin du capitalisme », à moins qu'on puisse démontrer que ces contradictions tendent non seulement abstraitement au« dépassement » — ce qu'elles font toujours —, mais qui ce processus de dépassement se produit de façon historique et concrète.

(Traduit de l'allemand par Andreas Streiff.)